



HAL
open science

Le transnationalisme démocrate-chrétien : l'exemple du Chili

Élodie Giraudier

► **To cite this version:**

Élodie Giraudier. Le transnationalisme démocrate-chrétien : l'exemple du Chili. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2016, Relations internationales et diplomatie de partis, 119-120, pp.17-23. 10.3917/mate.119.0017 . halshs-01393696v2

HAL Id: halshs-01393696

<https://shs.hal.science/halshs-01393696v2>

Submitted on 29 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Le transnationalisme démocrate-chrétien. L'exemple du Chili »

ELODIE GIRAUDIER, PARIS 3 (IHEAL – CREDA, UMR 7227)

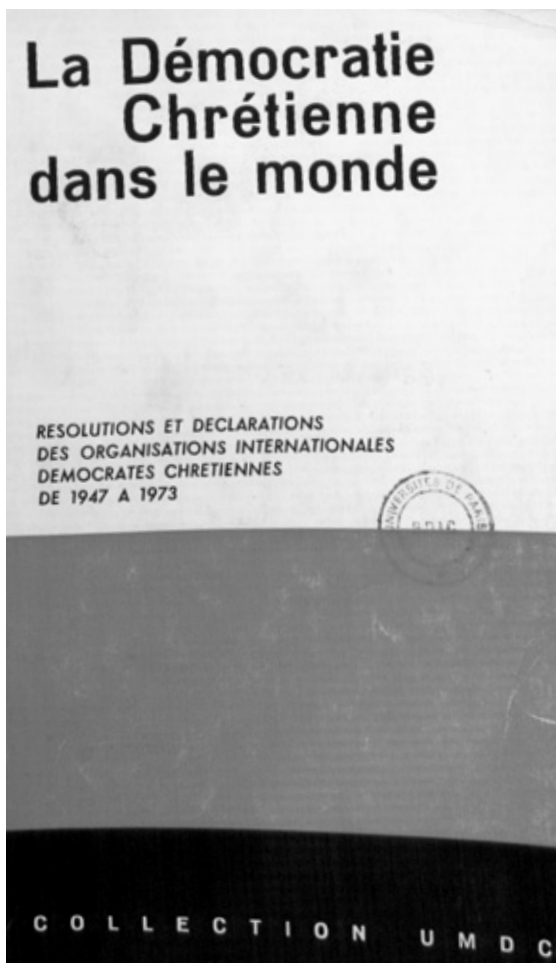
Dans le Chili des XIX^e-XX^e siècles, construit comme un « pays-île », entre la cordillère des Andes et le Pacifique, les élites ont besoin « d'appartenir, de faire partie d'un ensemble et d'avoir des référents culturels »¹ : tous les acteurs politiques construisent leur projet à partir des idéologies mondiales et même européennes. Le mouvement démocrate-chrétien (DC) apparaît dans les années 1930 et est atypique car il vote de 1938 à 1946 pour les candidats radicaux aux élections présidentielles. En 1938, son soutien au candidat du Front populaire, Pedro Aguirre Cerda, entraîne la rupture avec le Parti conservateur et l'indépendance de la Phalange nationale. Si ses débuts électoraux sont difficiles, le mouvement s'affirme dans les années 1950 et aboutit à la formation en 1957 d'un parti moderne, le Parti Démocrate-Chrétien (PDC). Dans les années 1960 et dans le cadre de la Guerre froide, les démocrates-chrétiens sont internationalement soutenus par les États-Unis, la République Fédérale Allemande (RFA), ainsi que les organisations catholiques. Avec Eduardo Frei Montalva, ils accèdent au pouvoir en 1964, mais le candidat DC aux élections présidentielles, Radomiro Tomic perd six ans plus tard face à Salvador Allende. Le parti se divise face au coup d'État militaire du 11 septembre 1973 : 90 % du PDC et la direction soutiennent ou du moins ne condamnent pas clairement l'effondrement institutionnel². De 1990 à 2010, le PDC retourne au pouvoir dans une coalition de partis, la Concertation des partis pour la démocratie, avec notamment les socialistes et les radicaux. Le PDC s'est développé grâce aux réseaux internationaux, transnationaux catholiques puis démocrates-chrétiens européens qui l'ont financé, conseillé, aidé dans son organisation et appuyé pendant la dictature militaire. À son tour, le parti chilien contribue à tisser un réseau démocrate-chrétien latino-américain surtout à partir de la « Déclaration de Montevideo » d'avril 1947.

À travers l'exemple du Chili, l'enjeu est d'analyser dans quelle mesure le transnationalisme chrétien permet l'émergence de DC extra-européennes et des échanges multiformes (idéologie, organisation politique, aide financière). Le PDC s'est nourri des apports européens pour se présenter comme une troisième voie pour le Chili et l'Amérique latine durant la Guerre froide. Si les réseaux transnationaux semblent davantage profiter au PDC, le dynamisme des démocraties chrétiennes latino-américaines dans les années 1980-1990 est un soutien pour leurs homologues européennes en voie d'affaiblissement (Italie). Ce travail se fonde sur des sources chiliennes (entretiens, documents écrits), européennes (archives des Nouvelles Équipes Internationales) et latino-américaines (déclarations des DC, correspondances).

LES RELATIONS INTERNATIONALES DU PARTI DÉMOCRATE-CHRÉTIEN

Dès les années 1930, les dirigeants chiliens établissent de nombreux contacts en Europe et en Amérique latine, par le biais de voyages et de correspondances. L'un des leaders les plus emblématiques, Eduardo Frei Montalva (1911-1982), entre à l'*Asociación Nacional de Estudiantes Católicos* (ANEC) en 1929 et est secrétaire national de l'Action catholique en 1931. En 1933, il devient avocat et président du *Consejo Nacional de la Juventud Católica*. Formé par des prêtres adeptes des idées sociales-chrétiennes européennes, il se rend en Europe avec l'aumônier et le président de l'ANEC, pour assister à Rome en décembre 1933 au Congrès ibéro-américain des étudiants catholiques. Ce voyage leur permet de visiter le Vieux Monde et de se tisser un réseau : à Rome, Frei se noue d'amitié avec tous les délégués ibéro-américains et en particulier avec le jeune Vénézuélien Rafael Caldera, qui fonde l'*Unión de Estudiantes Católicos* (UNE) à partir du modèle de

La Démocratie
Chrétienne dans le
monde, Collection
UMDC, Rome,
1973, Coll. BDIC



- l'ANEC. En Italie, les Chiliens rencontrent à trois reprises le pape Pie XI, assistent à des discours de Mussolini, rendent visite à l'écrivain Giovanni Panini. Frei arrive en France au moment de la crise du 6 février 1934 et assiste aux cours que donne Jacques Maritain à l'Institut Catholique de Paris. Il se rend également en Belgique où l'Action catholique est forte, aux Pays-Bas et en Allemagne où il assiste à Cologne à un discours d'Hitler devant 50 000 jeunes. À Madrid, il s'entretient avec José María Gil-Robles, dirigeant de la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA) et avec Ángel Herrera Oria, proche des jésuites, président de l'Action catholique espagnole et « éminence grise de la CEDA »³. De retour au Chili et ce, pendant toute sa carrière politique, Frei maintient des liens étroits avec des dirigeants DC européens et latino-américains grâce à une correspondance nourrie. Quant à Tomás Reyes Vicuña (1914-1986), « il fut chargé des relations internationales du parti. Avec Eduardo Frei, il pensait que les idéaux de la Démocratie chrétienne ne pouvaient pas avoir de succès dans un pays isolé parce que leur nature et [leur] origine [sont] universelles, [vont] au-delà des limites natio-

nales »⁴. Étudiant en architecture à l'Université Catholique et président du *Centro de Alumnos* de la faculté, ce dernier organise en 1934 le premier voyage amical d'étudiants chiliens au Pérou. En 1936, alors qu'il est secrétaire national de la Phalange Nationale, Tomás Reyes participe au II^e Congrès mondial de la Jeunesse, organisé par la Société des Nations. Il est ensuite, avec Frei, membre du Conseil de l'Organisation démocrate-chrétienne d'Amérique (ODCA). Tandis que la DC est en essor et que le Chili accueille deux conférences mondiales DC en 1956 et en 1961, l'architecte est désigné secrétaire général de l'ODCA et membre du comité mondial démocrate-chrétien de liaison. Il appuie notamment la constitution de l'*Organización de Mujeres Demócratas Cristianas de América* (MUDCA) en 1967. Au moment de sa disparition, en janvier 1986, il est vice-président de l'ODCA⁵.

Né en 1950, l'avocat Gutenberg Martínez Ocamica a été président de la Jeunesse démocrate-chrétienne d'Amérique (JDCA) en 1975 et de l'ODCA de 1998 à 2006. Appartenant au courant « *guatón* », plus conservateur, dominant au sein du PDC, il aurait géré les relations avec la Fondation Konrad Adenauer (*Konrad Adenauer Stiftung-KAS*).

Disposant du statut des fondations politiques (ouest)-allemandes, cette dernière est un acteur incontournable des réseaux internationaux DC. Financée par des fonds publics en fonction du nombre d'élus CDU/CSU⁶ au Parlement, elle reste autonome par rapport au parti et doit développer la participation politique et le pluralisme. La KAS trouve son origine dans le Centre chrétien-démocrate d'éducation civique, fondé en 1956, puis transformé en Académie politique Eichholz avant de prendre le nom du premier chancelier ouest-allemand en 1964. Comme la fondation Friedrich Naumann pour les libéraux et la fondation Friedrich Ebert pour les sociaux-démocrates, la KAS s'étend rapidement, non seulement en Amérique latine, mais aussi dans le Tiers Monde en général, en Chine⁷.

Le PDC entretient aussi directement des relations avec ses homologues européens comme la CDU/CSU, la Démocratie chrétienne italienne (DCI) ou latino-américains comme le COPEI (Comité d'organisation politique-électorale indépendante) fondé en 1946. Son leader charismatique, Rafael Caldera (1916-2009), a été secrétaire des Jeunesses catholiques vénézuéliennes et il contribue à faire de l'UNE un parti politique. Rafael Caldera signe le pacte qui assure des bases démocratiques après la dictature de Marcos Pérez Jiménez (1952-1958), et est candidat présidentiel à trois reprises, en 1958, 1963 et 1968, date à laquelle il gagne la première magistrature pour la période 1969-1974. Après la scission du COPEI et la naissance du parti *Convergencia* en 1993, il est à nouveau élu président du Venezuela (1994-1999).

Les relations transnationales du PDC se composent aussi bien des dirigeants politiques européens et latino-américains que des institutions aux fonctions diverses, mais financées par les réseaux démocrates-chrétiens du Vieux Monde. De la sorte, cette insertion des jeunes catholiques chiliens dans les réseaux confessionnels, puis politiques européens et latino-américains modèle le mouvement DC local sur le plan idéologique, organisationnel et financier.

LA FORMATION ET L’AFFIRMATION D’UN PARTI GRÂCE AU TRANSNATIONALISME

Dès les débuts du mouvement démocrate-chrétien chilien, le transnationalisme s'avère déterminant pour la construction idéologique du parti. Les PDC européens et chilien possèdent une communauté idéologique fondée sur la Bible, les encycliques sociales comme *Rerum Novarum* de Léon XIII (1891) et *Quadragesimo Anno* de Pie XI (1931), le personnalisme d'Emmanuel Mounier, ainsi que des penseurs chrétiens tels que Pierre Teilhard de Chardin ou le père Louis-Joseph Lebret. Jacques Maritain, qui voit dans l'œuvre de Thomas d'Aquin « la première philosophie authentique de la démocratie »⁸, est lu assidûment dans le Chili des années 1930-1960. Paru en 1936, son ouvrage *Humanisme intégral. Problèmes temporels et spirituels d'une nouvelle chrétienté* joue un rôle incontournable dans l'engagement politique de plusieurs générations⁹ : « Eduardo Palma est l'un des piliers maritainiens [chiliens] [...]. Il collaborait très étroitement avec l'Institut Maritain de Rome »¹⁰. Néanmoins, la traduction de ces œuvres maritainiennes de philosophie politique en un programme est malaisée.

L'expérience politique démocrate populaire de Luigi Sturzo connaît une diffusion étendue en raison de son exil et de sa lutte contre les mouvements fascistes. Giorgio La Pira, maire de Florence entre 1951 et 1965, passionne les militants démocrates-chrétiens de son époque pour ses actions de défense de la paix dans le monde¹¹.

Néanmoins, le PDC chilien possède ses propres sources d'inspiration qui témoignent d'une appropriation des penseurs européens et d'une vision de moins en moins eurocentrée. Eduardo Frei a par exemple été très proche de Jorge Ahumada, économiste à la Commission des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), qui insiste sur la « crise intégrale » du Chili¹². À partir de 1945, la DC chilienne possède son propre idéologue, Jaime Castillo Velasco, et commence à rayonner en Amérique latine. Pour le DC uruguayen Bryan Palmer, « la Démocratie chrétienne se renforce idéologiquement avec l'apport de Jaime Castillo et d'un autre penseur

de sa génération qui s'appelait Ismael Bustos. Bustos avait écrit un livre intitulé *Los Principios de la Democracia Cristiana*, qui a été un de mes livres de chevet pendant de nombreuses années [...] »¹³.

À travers la correspondance d'Eduardo Frei Montalva, se dessine un réseau catholique social maritainien en Amérique. Ces liens se structurent du 13 au 18 avril 1947 avec la réunion de Montevideo qui rassemble 31 personnalités du monde catholique latino-américain, des « bastions du maritainisme » (Argentine, Brésil, Chili, Uruguay)¹⁴. Les délégués du mouvement DC naissant dans le Cône Sud sont convaincus d'être destinés à une grande mission et souhaitent mettre leurs expériences en commun¹⁵. Or, dans l'après-guerre, certains régimes militaires du sous-continent sont renversés, le populisme semble décliner et le capitalisme est de plus en plus critiqué. En Europe, les anciens partis catholiques ont été compromis par leur collaboration avec le fascisme. Acceptés par Rome, des partis démocrates-chrétiens accèdent au pouvoir et participent à la reconstruction, notamment en Italie, en France et dans l'Allemagne des Alliés.

À l'issue de six jours d'intenses débats, la « Déclaration de Montevideo » fixe les fondements et les objectifs du Mouvement démocrate-chrétien d'Amérique : elle défend un régime démocratique ainsi que les principes de la doctrine sociale-chrétienne et de l'« humanisme intégral »¹⁶, refusant le capitalisme, le communisme et le néofascisme. Elle prévoit la fondation de l'ODCA et affirme l'autonomisation du politique et du religieux : « le mouvement n'aura pas de caractère confessionnel, tous ceux qui en acceptent les principes pouvant y participer »¹⁷. Elle constitue donc un document fondateur dans la généalogie du PDC puisqu'elle soutient la fondation de partis d'inspiration sociale-chrétienne et de réseaux DC. Ainsi, le modèle reste européen, mais l'identité est latino-américaine : façonnés par la pensée de Simón Bolívar et les mouvements indépendantistes du XIX^e siècle, les DC d'Amérique latine doivent s'unir sur le plan continental pour affronter les mêmes problèmes socio-économiques et l'impérialisme étasunien.

En mai-juin 1947, naissent à Chaudfontaine en Belgique les Nouvelles Équipes Internationales (NEI), qui préfigurent l'Union européenne des démocraties chrétiennes (UEDC). De retour de la réunion de Montevideo, le père Lebret expose, lors d'une réunion des NEI, les résolutions du premier congrès de l'ODCA, ce qui suscite l'intérêt des Européens. Lorsqu'en 1956 est créée l'Union mondiale des démocraties chrétiennes (UMDC) à Santiago du Chili, en présence de délégués venus d'Europe et d'Amérique latine, mais aussi d'Europe centrale et orientale, ou exilés aux États-Unis, les Européens « découvrirent quelque chose qui s'ap- ●●●

- pelait l'Amérique latine et qu'il fallait aider les partis parce qu'ils venaient de pays pauvres »¹⁸. Ainsi, le 8 février 1962, est fondé l'Institut de solidarité internationale (ISI), qui s'installe au Chili et au Venezuela¹⁹. L'ISI est un organisme de la CDU, chargé de la coopération pour le développement avec des partis, syndicats, coopératives, journalistes, entrepreneurs et enseignants des pays du Tiers-monde. La première fondation d'une antenne de la KAS en Amérique latine a lieu en 1962 à Santiago du Chili et pour certains, l'enjeu était d'appuyer la campagne de Frei. La KAS contribue également à financer la maison d'édition du PDC, Editorial del Pacífico, ainsi que de nombreux centres DC comme la *Corporación de Promoción Universitaria* (CPU), les *think tanks Instituto Chileno de Estudios Humanísticos* (ICHEH) ou *Corporación de Estudios para Latinoamérica* (CIEPLAN). Fondé en 1962 par le DC vénézuélien Arístides Calvani, l'IFEDEC (*Instituto de formación y educación demócrata cristiana*) est un des instituts latino-américains de formation politique financés par la KAS. Pour participer à ses cours, il faut passer en premier par les instituts nationaux puis régionaux, Caracas étant la dernière instance²⁰. Néanmoins, Bryan Palmer souligne que la KAS organise ses instituts en Amérique latine un peu comme une copie, une reproduction de ce qui se faisait en RFA dans un contexte politique et sociologique différent : « J'ai été étudiant de la Fondation pendant plusieurs séminaires à Bonn et j'avais parfois l'impression qu'il s'agissait plus de cours d'éducation civique que de formation politique, c'est-à-dire comment se comporte le citoyen face au parti politique, etc., comment se comporte le citoyen face au système démocratique en général et ce n'était pas à mon avis le plus adéquat étant données les tensions sociales et politiques aiguës en Amérique latine »²¹.

Le monde de la DCI apporte aussi un soutien matériel par le biais d'organismes comme l'Institut pour les relations de l'Italie avec les pays d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen et de l'Extrême-Orient (IPALMO), qui organise des séminaires et permet aux Chiliens exilés pendant la dictature de se retrouver avec d'autres Latino-Américains, voire de trouver un emploi. Enfin, le député et cofondateur du Mouvement des travailleurs chrétiens, Giovanni Bersani, se rend de nombreuses fois au Chili et crée en 1972 le Centre européen de formation agraire pour favoriser le développement en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Balkans. Il héberge parfois dans cette organisation non gouvernementale ses homologues latino-américains²².

Si les réseaux transnationaux démocrates-chrétiens et leurs différentes dimensions (idéologique, organisationnelle, financière) contribuent à former le PDC chilien, celui-ci, comme ses homologues européens,

œuvre à la fois pour l'unité du mouvement DC et pour revendiquer l'identité latino-américaine dans les années 1960.

LE PDC DANS LE MONDE DÉMOCRATE-CHRÉTIEN : ENTRE UNITÉ ET AFFIRMATION DE L'IDENTITÉ LATINO-AMÉRICAIN

Dans un monde divisé de 1947 à 1991 entre bloc de l'Est et bloc de l'Ouest puis post Guerre froide, le PDC s'intègre dans les réseaux démocrates-chrétiens, non sans affirmer une certaine différence et une identité latino-américaine.

Dans les années 1960, le fait que le Chili est un pays sous-développé et qu'il se situe à proximité des États-Unis détermine notamment des choix différents entre les voies chilienne et européenne. Depuis l'indépendance, Anglais et États-Uniens exploitent les richesses des mines de salpêtre et de cuivre et entraînent un système de dépendance. En 1964, le projet politique de Frei se veut un modèle pour toute l'Amérique latine qui cherche une alternative à la présence américaine et une solution à l'impérialisme. Ce programme prévoit notamment que le pays reprenne la main sur ses richesses naturelles à travers la « chilenización » du cuivre. Or, l'Europe Occidentale sort affaiblie de la Seconde Guerre mondiale et les États-Unis financent sa reconstruction par le plan Marshall (1947). De ce fait, les DC européennes contestent peu la domination grandissante des États-Unis : Alcide de Gasperi choisit la politique pro-occidentale pour redresser l'Italie. Ces différences apparaissent au grand jour en 1966 au congrès international DC de Lima : « les Européens, atlantistes à 100 %, et les démocrates-chrétiens latino-américains, qui avaient défini leur position au congrès de l'ODCA dans le sens où nous ne nous sommes pas prononcés pour un monde bipolaire en faveur des États-Unis ou en faveur de l'Union Soviétique, mais pour un monde multipolaire. [...] Face à la virulence des discours des Latino-Américains, les Européens ne savaient pas où se mettre, mais ils restaient fermes : « Nous sommes les alliés des États-Unis d'Amérique du Nord dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord... » [...]. Là, la bataille fut âpre, je dirais que le mouvement démocrate-chrétien se casse presque »²³.

L'imaginaire latino-américain est aussi marqué par la révolution associée dans un premier temps à la lutte pour l'indépendance. À partir de 1959, la révolution cubaine devient un modèle à suivre pour les communistes et socialistes latino-américains. Au Chili, lors de la campagne présidentielle de 1964, la révolution « se trouve dans tous les esprits »²⁴, de droite ou de gauche. La DC chilienne propose une « Révolution

dans la Liberté » et déploie une idéologie révolutionnaire opposée à la révolution marxiste et fondée sur des changements pacifiques ainsi que sur le respect de la démocratie et des libertés. Or en Europe, la CDU-CSU ouest-allemande est plus conservatrice et il s'agit moins de faire la révolution que de reconstruire les pays après le conflit de 1939-1945.

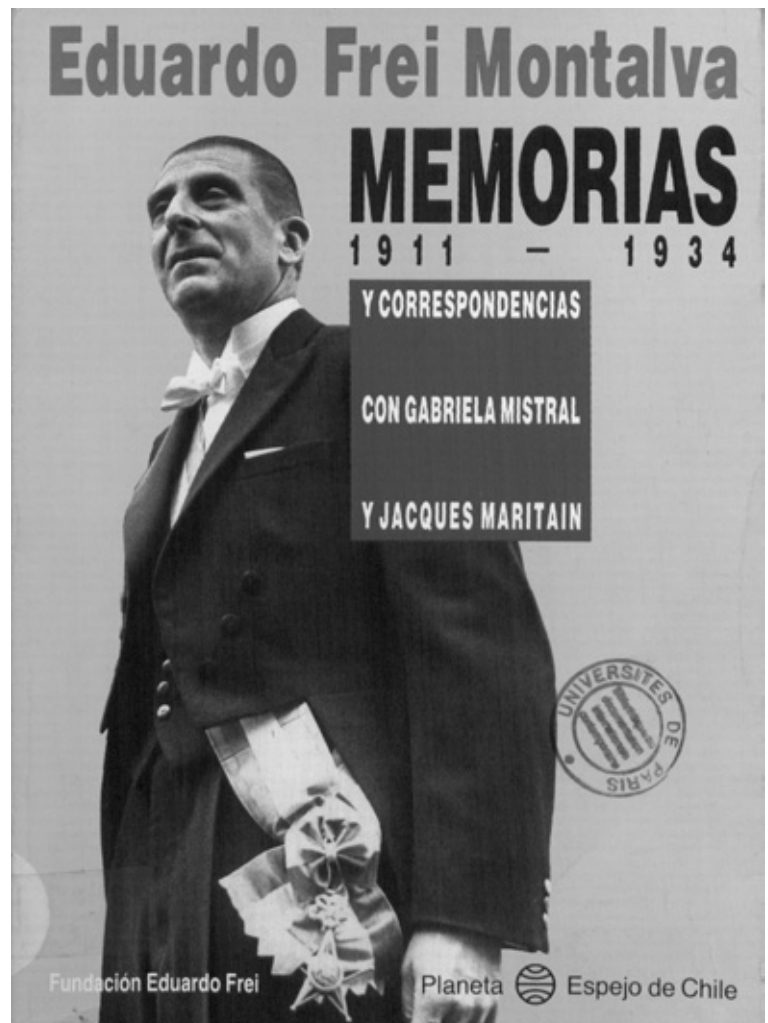
De ce fait, alors que le Parti Socialiste de Salvador Allende ne fait pas partie de l'Internationale socialiste, le PDC peut se vanter d'un appui important provenant des organisations internationales démocrates-chrétiennes. La CDU et la KAS ont soutenu les groupes dominants et plus à droite du PDC, représentés par Eduardo Frei, Andrés Zaldívar et Patricio Aylwin : « L'Allemagne était à ce moment un pays divisé, un tiers de l'Allemagne était un pays communiste. Ils ne pouvaient pas comprendre et nous ne pouvions pas non plus exiger des Allemands [de l'Ouest] qu'ils essaient la thèse de l'unité politique et sociale du peuple, cela n'était pas applicable en Allemagne [RFA]. Alors, que les Allemands [de l'Ouest] eussent des sympathies avec le secteur Frei, sans doute. Une sympathie qui venait accompagnée d'appui économique. L'autre secteur n'avait pas d'appui économique. Il y avait, si, un appui minime d'Italie, mais des démocrates-chrétiens italiens. »²⁵ D'après Bryan Palmer, à la différence de 1964, la KAS n'aurait pas financé en 1970 la campagne présidentielle du candidat DC Radomiro Tomic : « Je dirais [...] que la Fondation Konrad Adenauer commit des erreurs. [Il est] certain qu'elle n'aima pas la candidature de Tomic et pourquoi ? Parce que Tomic n'était pas un anticommuniste fanatique, disons que sa conception n'avait clairement rien à voir avec le léninisme, mais les Allemands de la [Fondation] Adenauer n'aimaient pas bien sa conception du socialisme communautaire. Et le socialisme communautaire prospéra au Chili et le MAPU²⁶ le proposait [...] »²⁷

Lorsque le PDC se divise face au coup d'État militaire du 11 septembre 1973, les réseaux démocrates-chrétiens s'activent également avec des différences entre Ouest-Allemands et Italiens. Après la justification du coup d'État dans la lettre du 8 novembre 1973 qu'écrit Frei à Mariano Rumor, président de l'Union Mondiale des Démocraties Chrésiennes (UMDC)²⁸, les DC italiens sont « horrifiés » et ils échangent des lettres entre eux pour essayer de comprendre la position du Chilien et le convaincre d'en changer²⁹. Dans un contexte d'institutionnalisation des relations entre Démocraties chrétiennes, Rumor manifeste son indignation face à la position officielle du PDC chilien. Néanmoins, lors des débats à la Chambre des Députés, les députés DCI évitent de reconnaître les responsabilités de Frei et insistent seulement sur celles de la gauche chilienne et des radicaux³⁰. En RFA, les réac-

tions de la CDU-CSU sont plus ambiguës : le secteur bavarois³¹ et la KAS semblent appuyer le régime militaire au moins jusqu'en 1975³².

La réception du putsch chilien est différente dans les milieux DC latino-américains, qui témoignent d'une plus forte compréhension : le XX^e siècle sud-américain est marqué par de nombreux coups d'État dont celui du 27 juin 1973 en Uruguay, qui possédait aussi une longue tradition démocratique. D'après la déclaration de l'ODCA du 13 septembre 1973, « à aucun moment, le Parti Démocrate Chrésiien n'a participé à la préparation et à l'exécution du coup d'État militaire qui peut emporter le Chili vers des formes de gouvernement déterminées par le répudiable « putschisme » latino-américain, traditionnellement influencé par des intérêts réactionnaires et impérialistes »³³. Lors d'une conférence de presse, Rafael Caldera rappelle que Patricio Aylwin, Eduardo Frei et Radomiro Tomic sont connus pour être des démocrates et il décrète trois jours de deuil officiel au Venezuela. Le PDC envoie une délégation formée

Eduardo Frei Montalva, *Memorias (1911-1934)* y *Correspondencias con Gabriela Mistral y Jacques Maritain*, Planeta Espejo de Chile, Santiago, 1989, Coll. BDIC



- d'un représentant du courant conservateur, Enrique Krauss, et d'un dirigeant plus progressiste, Jaime Castillo Velasco, pour expliquer sa position aux DC uruguayens qui ont aussi « une vision très critique du gouvernement d'Allende »³⁴.

Pendant la dictature militaire, les réseaux démocrates-chrétiens s'activent pour soutenir leurs homologues chiliens. Dans les années 1970, le « groupe de Caracas » réunit notamment des membres du « Groupe des 13 » qui se sont opposés catégoriquement au coup d'État comme Claudio Huepe et Renán Fuentealba. Au tournant des années 1970-1980, Jaime Castillo Velasco s'exile aussi à Caracas où il donne des cours à l'IFEDEC et fait paraître des manuels de formation politique. En Europe, les DCI prennent en charge l'ensemble des militants catholiques chiliens, à savoir les démocrates-chrétiens et ceux issus des scissions avec le PDC (MAPU et *Izquierda Cristiana*). En RFA, ce sont surtout la Jeunesse de la CDU et le SPD qui se mobilisent. D'ailleurs, les premiers contacts de Frei se font avec la social-démocratie ouest-allemande en raison de sa participation à la Commission Brandt³⁵. Cette solidarité internationale qui dépasse parfois les clivages partisans permet d'organiser des actions d'envergure rassemblant DC et anciens membres de l'Unité populaire à l'instar de la revue *Chile – América* qui paraît à Rome de 1974 à 1983, ou encore de l'Institut pour le Nouveau Chili, aux Pays-Bas, qui met en place des universités d'été à Rotterdam, Mendoza puis Santiago, de 1982 à 1989. De son côté, lorsqu'Andrés Zaldívar devient président de l'Internationale démocrate-chrétienne en 1982, il coopère avec l'Internationale socialiste pour lutter contre toutes les dictatures et en particulier celle de Pinochet³⁶.

Avec la vague de démocratisation des années 1990, l'Amérique latine connaît un « moment démocrate-chrétien » qui enrichit le débat idéologique avec les DC européens³⁷. Néanmoins, au Chili comme ailleurs dans le monde, la DC entre dans une période de déclin. La disparition de la DCI en 1994 entraîne une réduction du financement, mais surtout des échanges idéologiques avec le PDC. Ce sont désormais les déplacements de Gutenberg Martínez en Italie qui permettent aux anciens militants de se réunir. De même, la KAS recentre ses financements à la fin des années 2000, ce qui conduit à la fermeture de l'ICHEH et à la formation du *Centro Democracia y Comunidad*. Pour certains, la KAS n'apprécierait pas que le PDC participe à une coalition gouvernementale avec les socialistes (1990-2010) auxquels s'ajoutent les communistes³⁸ depuis 2014. De même, le PDC refuse d'ap-

puyer aux élections présidentielles de 2009-2010 le candidat de droite, Sebastián Piñera, qui aurait suscité l'intérêt des DC plus conservateurs.

L'Europe est aussi de moins en moins un pôle de formation et d'inspiration pour les DC chiliens. Si les cadres démocrates-chrétiens sont aujourd'hui majoritairement formés aux États-Unis, ce n'est pas un phénomène particulier au parti ou au Chili³⁹. Le phénomène est aussi générationnel : à la différence des années 1950-1970, les études économiques, commerciales suscitent davantage de vocation que les études de sociologie. Même si Jacques Maritain et Emmanuel Mounier restent des sources d'inspiration intergénérationnelles, ils sont beaucoup moins lus et influents que dans les années 1950-1960. D'ailleurs, l'apprentissage du français s'est raréfié. De ce fait, les nouvelles sources d'inspiration démocrates-chrétiennes relèvent davantage du communautarisme anglo-saxon (Michael Walzer, Charles Taylor, Amitai Etzioni et Alasdair Mac Intyre). Or, ces auteurs vivent dans un contexte plus libéral que la France et le monde de la première moitié du XX^e siècle pour Emmanuel Mounier et Jacques Maritain (d'ailleurs introuvables en librairie).

Enfin, le poids du PDC semble quelque peu se réduire en Amérique latine avec le déplacement du siège de l'ODCA de Santiago à Mexico. Dans une Amérique du Sud plutôt à gauche, les voix démocrates-chrétiennes semblent moins audibles.

Le transnationalisme chrétien est à l'origine d'un mouvement d'inspiration chrétienne et européenne au Chili et d'un réseau DC en Amérique latine. Si les DC européens ont été des modèles en termes d'idéologie et d'organisation et ont en partie financé le PDC chilien, ce dernier n'est pas dans les années 1960 une réplique exacte du modèle européen avec une affirmation de l'identité latino-américaine, une position politique plus à gauche et un fort anti-impérialisme pour ne pas dire un anti-américanisme. Les formations politiques dispensées dans les centres DC du Cône Sud ne sont pas forcément adaptées à la réalité latino-américaine. Avec le coup d'État de 1973, les réseaux démocrates-chrétiens fournissent aide logistique, financière et politique au PDC chilien, même si les réactions ont été au début différentes en Europe et en Amérique du Sud. Enfin, en 1990, le retour à la démocratie permet certes au PDC chilien d'avoir un rôle de premier plan, tout comme dans les autres transitions démocratiques latino-américaines des années 1980-1990, mais le parti et les réseaux se sont affaiblis en lien avec la situation européenne et mondiale. ■

Notes

1. Entretien avec Olga Ulianova, réalisé à Providencia, le 27 juillet 2013.
2. Entretien avec Pedro Felipe Ramírez, réalisé à Santiago, le 29 août 2013.
3. Cristián Gazmuri, *Eduardo Frei Montalva y su época*, Tomo I, Ediciones Aguilar, Santiago, 2000, p. 157-186.
4. Wilna Saavedra C., Tomás Reyes Vicuña, ODCA/Greimeica Editores (Serie Fundadores n° 4), Caracas, 1996, p. 16.
5. Wilna Saavedra C., *op. cit.*, p. 10-18.
6. Union chrétienne-démocrate d'Allemagne/Union chrétienne sociale en Bavière.
7. Entretien avec Bryan Palmer, réalisé à Bruxelles, le 2 août 2014.
8. Cité in Pierre Letamendia, *La démocratie chrétienne*, Paris, PUF (Que Sais-Je ?), 2^e éd., 1993, p. 23.
9. Yves Floucat, *Maritain ou le catholicisme intégral et l'humanisme démocrate*, Pierre Téqui Éditeur (Questions Disputées : Saint-Thomas et les Thomistes), Paris, 2003, p. 42-56.
10. Entretien avec Bryan Palmer, réalisé à Bruxelles, le 2 août 2014.
11. Entretien avec Fernando Molina Vallejo, réalisé à Vitacura, le 31 juillet 2013.
12. Jorge Ahumada, *La crisis integral de Chile*, Editorial Universitaria, Santiago, 1966.
13. Entretien avec Bryan Palmer, réalisé à Bruxelles, le 2 août 2014.
14. Olivier Compagnon, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud. Le modèle malgré lui*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2003, p. 259.
15. Roberto Papini, *L'Internationale démocrate-chrétienne 1925-1986*, Cerf, Paris, 1986, p. 132.
16. Cité in Olivier Compagnon, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud...*, *op. cit.*, p. 371.
17. Article 3. « Primera reunión demócrata cristiana de Montevideo (abril de 1947) », en *Congresos internacionales demócrata cristianos*, Editorial del Pacífico, Santiago, p. 37.
18. Entretien avec Bryan Palmer, réalisé à Bruxelles, le 2 août 2014.
19. Mario Fernández Baeza, « Solidaridad para la libertad, la democracia y la justicia social : 50 años de cooperación de la Fundación Konrad Adenauer con Chile », in *La Fundación Konrad Adenauer y la promoción de la democracia. Experiencias de 50 años de cooperación con Chile*, Fundación Konrad Adenauer, Santiago, 2012, p. 26-27.
20. Entretien avec Bryan Palmer, réalisé à Bruxelles, le 2 août 2014.
21. *Ibid.*
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*
24. Jean Meyer, « Chili 1966 : la démocratie chrétienne à l'épreuve », *Esprit*, n° 350, juin 1966, p. 1187-1206.
25. Entretien avec Esteban Tomic Errázuriz, réalisé à Santiago, le 8 juillet 2013.
26. Mouvement d'Action Populaire Unitaire, parti marxiste issu d'une scission du PDC en 1969.
27. Entretien avec Bryan Palmer, réalisé à Bruxelles, le 2 août 2014.
28. Carta a Mariano Rumor, Presidente de la Unión Mundial de la Democracia Cristiana, 8 de noviembre de 1973, Fundación Frei.
29. Entretien avec l'universitaire italien Raffaele Nocera, réalisé à Providencia, le 28 juillet 2013.
30. Alessandro Santoni, *El comunismo italiano y la vía chilena. Los orígenes de un mito político*, RIL Editores, Santiago, 2011, p. 208.
31. SPD-Pressedienst, P/XXVIII/203, « Wenigstens ein CDU-Prominenter! », 22. Oktober 1973, 01.022 Bruno Heck Sammlung-Bundespresseamt, Archiv für Christlich-Demokratische Politik, KAS; SPD-Pressedienst, P/XXIX/177, « Die Hessen-CDU-wird perfide », 17. September 1974, 0/073 Chile, Aussenpolitik, AZ Chile, vom 01/01/1974 bis 30/04/1975, Archiv für Christlich-Demokratische Politik, KAS.
32. Entretien avec Ricardo Hormazábal Sánchez, réalisé à Santiago, le 13 septembre 2006.
33. « ODCA fija posición ante la situación chilena », Caracas, 15 de septiembre de 1973, Informe ODCA, Edición especial sobre Chile, septiembre de 1973, Archiv für Christlich-Demokratische Politik, KAS.
34. Entretien avec Bryan Palmer, réalisé à Bruxelles, le 2 août 2014.
35. Entretien avec l'universitaire Olga Ulianova, réalisé à Providencia, le 30 juillet 2013.
36. Entretien avec Andrés Zaldivar Larraín, réalisé à Santiago, le 28 décembre 2006.
37. Entretien avec Bryan Palmer, réalisé à Bruxelles, le 2 août 2014.
38. Entretien avec Carlos Ominami Pascual, réalisé à La Reina, le 9 juillet 2013.
39. Entretien avec Fernando Molina Vallejo, réalisé à Vitacura, le 31 juillet 2013.